

Avis adopté à la séance plénière du 13 octobre 2020

## L'hôpital au service du droit à la santé

### Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Véronique Séhier : « L'hôpital est à bout de forces. La crise sanitaire liée au COVID n'a fait qu'amplifier ce que clamaient déjà depuis longtemps les soignants et les soignantes (les femmes sont en plus grand nombre dans ces métiers), les citoyens et les citoyennes, à travers les collectifs mobilisés, leurs revendications et leurs pétitions.

L'hôpital est un maillon fort du système de santé et à l'interface avec médecine de ville, centres de santé, maisons pluriprofessionnelles, de santé, structures de prévention, établissements médico-sociaux. Il ne peut pas flancher, il doit tenir debout.

Comme le dit une contributrice de la plate-forme citoyenne « il faut réhumaniser notre système de soins : du temps, des moyens, du matériel, des effectifs ». C'est une question de statuts, de salaires, mais c'est d'abord une question de sens. C'est la première préconisation. Il est indispensable de redonner de l'attractivité et du sens aux métiers de la santé.

Ce n'est pas une simple question d'organisation. Mais bien de réformes structurelles, au niveau de la gouvernance, des priorités choisies, des financements et des moyens alloués.

Quand on a choisi de soigner, comment accepter de renoncer à ce qui fait l'humanité de la relation, pour des raisons de temps, de rendement ? Ou de ne pas offrir à chaque malade la même qualité de soins ?

Comment accepter les inégalités territoriales criantes entre les personnes vivant dans un même pays ? Par exemple, à Mayotte, département le plus jeune de France, il n'y a toujours pas de centre de planification ou de service d'orthogénie.

Pourquoi au Blanc, ou à Die, ou ailleurs en milieu rural, la fermeture de maternités (et avec elles de services pour la santé des femmes, comme l'IVG), ne s'accompagne-t-elle pas de la création de services de proximité adéquats et rassurants pour la population ?

Pourquoi si peu de moyens pour la psychiatrie ?

Ces disparités ne pèsent pas de la même façon pour tout le monde, il se développe un système de santé à deux vitesses. Ce n'est pas acceptable en termes d'égalité et de justice sociale. Cela met en danger le principe de solidarité nationale qui a présidé à la création de la sécurité sociale dont nous venons de fêter les 75 ans. Cet avis réaffirme bien que la santé est un droit humain fondamental et un bien commun. Ce n'est pas une marchandise.

Pour cela, il est urgent d'instituer une gouvernance équilibrée, qui redonne une vraie place aux professionnels du soin dans les décisions. Et qui donne aussi une place aux patientes et aux patients, aux acteurs et actrices de terrain pour définir un projet territorial de santé qui s'appuie sur les besoins en santé, et non sur des prévisions budgétaires, dans le cadre d'une démocratie sanitaire effective. (Préconisations 10 et 11).

À l'heure où nombre de professionnels quittent l'hôpital public, par dépit : Ne laissons pas s'éteindre la vocation de soigner ! comme le dit Arnaud Demanche.

Vous l'avez compris, je voterai cet avis, avec mes remerciements aux trois rapporteur.e.s. »

Frédéric Boccara : « Cet avis vient à point nommé ! Il montre, s'il en était besoin que notre assemblée est en phase avec les préoccupations profondes du pays. Et pour cause, de nombreuses pétitions citoyennes sont à son origine et nous sommes une représentation de la société civile organisée, de ses vécus, ses courants et opinions dans leur pluralité et diversité.

Pour l'hôpital, l'avis met l'emploi en son cœur. Et c'était absolument nécessaire. Sa première préconisation pose la nécessité – vous auriez pu dire « absolue » - de recrutement de personnels, à tous les niveaux.

Recruter non pas seulement pour l'attractivité et pour garantir la sécurité des personnes, ce qui est ultra indispensable. Mais aussi, surtout !, pour assurer le droit à la santé !! Car derrière l'emploi, ce sont des travailleuses et des travailleurs qui sont décisifs pour soigner, mais dont on a invisibilisé le travail, que l'on a taylorisé, tenez- vous bien, en cherchant à augmenter le « nombre de gestes de soin » !

Donc recrutement, mais aussi formation, totalement indispensable... massivement et pour toutes et tous. À compter donc, dans le temps de travail et les calculs d'effectifs.

À ce propos, je regrette ne pas avoir trouvé mention du besoin de ré-activer le pré-recrutement de jeunes payées durant leur formation, notamment comme infirmières, en réponse à la double urgence sanitaire et sociale !

Commencer par l'emploi et la formation, dans la sécurité, avec de nouveaux pouvoirs et financements, voilà un projet moderne que, vous savez, je porte avec nombre de mes amis ! Pour de nouvelles sécurités émancipatrices... par un système de Sécurité d'emploi ou de formation.

75 ans après la création de la Sécu, avec Ambroise Croizat et d'autres, voilà une « nouvelle frontière » qui est devant nous !

Formation, coordination, entre institutions, entre personnels, entre tous les acteurs de santé, transmission aussi qui fait partie du temps de travail, et doivent faire partie de la vision des moyens... Cela implique des droits nouveaux des salariés sur la gestion des hôpitaux (organisation du travail, investissements, embauches, etc.). Vous l'abordez.

Bref une tout autre vision des choses.

Il est donc faux de prétendre, comme l'a déclaré le Président de la République Emmanuel Macron, que « l'hôpital ce n'est pas une question de moyens, mais une question d'organisation ».

Mais si ! Les moyens sont décisifs. Et la pénurie empêche de réfléchir autrement.

C'est une question de moyens ! Mais, bien sûr, pas seulement. C'est aussi une question de sens et une question de pouvoirs, et aussi une question d'organisation.

Deuxième aspect le financement. Vous dites, très justement : la dette ce n'est pas son montant qui pose problème, « ce sont surtout ses conditions qui posent problème » ! C'est-à-dire, les charges d'intérêt. Et, j'ajoute, la coupure entre financement des dépenses matérielles et Emploi. Il ne suffit donc pas que l'État reprenne la dette... si c'est pour garder les mêmes conditions ! Pour les charges d'intérêt vous préconisez un financement à 0 %, voire négatif, par la Banque centrale européenne (BCE) et en lien avec des créations d'emploi. Cette BCE inonde le pays de liquidités... sans conditions ni contrôle ! Cette solution peut être initiée par la France avec la Caisse des dépôts, dans la suite de notre Rapport annuel sur l'état de la France. Et je la soutiens totalement.

Mais qu'attendent le président et le gouvernement ??

Des ordres de grandeur permettent de voir la profondeur de la transformation qui est à faire et le potentiel... : inversion des règles et priorités dans notre société et ses institutions politiques et financières. Non plus la priorité au capital et au matériel, mais la priorité aux êtres humains et au bien commun, accompagnés par l'argent et le matériel, et non l'inverse.

Il faut savoir qu'avec plus de 800 millions d'euros, les charges d'intérêts des hôpitaux publics représentent plus que leur déficit annuel !

Un deuxième ordre de grandeur : Il faut créer 100 000 emplois dans les hôpitaux disent les personnels.

Troisièmement, votre avis, pour lequel je voterai, porte l'idée de ne pas penser « la santé contre l'économie » ou « l'économie contre la santé ».

Vous avancez l'idée d'un autre hôpital parce qu'on prendrait l'économie autrement. Et, précisément, la façon actuelle de prendre l'économie a transformé ce qui aurait pu rester une pandémie en une véritable crise sanitaire et une crise économique aussi profonde.

On écrase les dépenses en prétendant les « maîtriser ». L'austérité partout fait des morts, à présent ! Au lieu d'être maîtres nous sommes esclaves, esclaves du

« moins de dépenses pour les services publics et l'emploi ». Esclaves de l'austérité et de la rentabilité financière, car il y a la prédation du capital.

Cela devra changer. Ceux qui font tenir le pays debout doivent avoir plus de pouvoirs et on doit développer leurs moyens.

J'ai d'ailleurs lancé une pétition sur [change.org](https://www.change.org) qui a recueilli plus de 100.000 signatures, « de l'argent pour l'hôpital pas pour le capital », je vous invite à la signer (<https://www.change.org/HopitalPasCapital>).

Enfin, la démocratie. Besoin absolu !

Vos propositions de démocratie sanitaire mettent en cause les ARS. Vous préconisez un moratoire sur les fermetures (de lits et d'hôpitaux). Vous insistez sur le besoin de co-décision, avec les personnels de santé, avec les patients, et bien sûr les habitants et leurs représentants élus. Co-décision sur la gestion mais aussi des éléments de prévision et de planification. Sur la base de critères précis, non technocratiques, vous en proposez pour les emplois au lieu de la logique de la T2A, tarification à l'activité.

Cela rencontre le besoin plus large, et qui concerne autant les services que l'industrie, comme celle du médicament, de Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique, articulant, besoins, moyens et prise d'engagements par les services publics, entreprises et les banques, avec le suivi démocratique de ces engagements. »